DIAL 3074

CHILI - Nouvelles centrales hydroélectriques en perspective

Benjamin Witte

jeudi 1er octobre 2009, mis en ligne par Dial

En 2002, nous nous étions fait l'écho de la lutte de quelques familles mapuche contre la construction de la centrale hydroélectrique de Ralco, sur le fleuve Biobío [1]. Lors de l'inauguration du barrage, en 2004, le gouvernement s'était engagé à ne pas autoriser la construction d'autres centrales dans la région. Mais il semble avoir changé d'avis depuis... Texte publié dans Noticias Aliadas*, le 13 mai 2009.*

Les préoccupations croissantes manifestées par la population à propos des problèmes que peut engendrer la construction de barrages à grande échelle n'ont pas dissuadé l'État chilien d'approuver une série de projets hydroélectriques qui semble ne pas avoir de fin.

Ces deux dernières années, une campagne très médiatisée pour la défense de l'environnement, intitulée « Pour une Patagonie sans barrages », a contribué à faire naître un débat d'ampleur nationale autour du plan de l'entreprise HidroAysén de construire cinq ouvrages de retenue sur les fleuves Baker et Pascua, en Patagonie chilienne. HidroAysén est une entreprise conjointe constituée par le géant espagnol de l'électricité Endesa, propriété de la société italienne Enel, et par la compagnie chilienne Colbún.

Cette campagne, d'abord d'opposition locale, a pris une dimension nationale pour faire pression sur les entreprises en cause et a réussi, du moins pour l'instant, à bloquer le projet. Selon des enquêtes récentes, la majorité des Chiliens désapprouvent actuellement ce projet pharaonique, en dépit du soutien que lui ont apporté plusieurs personnalités du gouvernement de la présidente Michelle Bachelet.

« Les vrais changements, c'est dans la société civile qu'ils ont eu lieu », a déclaré l'écologiste Juan Pablo Orrego. « Avec ces campagnes, nous avons mis en évidence le coût véritable des grandes centrales hydrauliques. Avant, on voyait en elles une source d'énergie propre, renouvelable et bon marché. Trois idées préconçues. Avec ces campagnes, nous avons montré qu'il n'en est rien. »

La liste de projets s'allonge

S'il est vrai que le mouvement « Pour une Patagonie sans barrages » a permis d'attirer l'attention sur la construction de ces usines, l'élargissement du débat au-delà des projets d'HidroAysén a eu peu de retombées. L'attention dans le pays étant concentrée sur la Patagonie, les entreprises énergétiques ont pu agir sous le couvert pour faire accepter une longue liste de projets hydroélectriques dans d'autres parties du Chili.

En septembre de l'an passé, l'associé d'HidroAysén, Colbún, a présenté une étude d'impact environnemental pour une centrale électrique de 500 millions de dollars sur le fleuve Biobío, dans la huitième région, au centre-sud du pays. Deuxième fleuve du pays par la taille, après le Baker, le Biobío abrite déjà deux des trois plus grands barrages du pays – Pangue (467 MW) et Ralco (690 MW), d'Endesa –, barrages qui produisent ensemble environ 9% de l'électricité du pays.

L'affaire ne fit pas grand bruit dans les médias bien qu'en 2004, année de l'inauguration du barrage de Ralco, le gouvernement chilien se soit engagé, dans un rapport remis à l'Organisation des États américains, à ne pas autoriser d'autres projets de cette nature dans la région. Les barrages de Pangue et Ralco ont donné lieu à d'intenses controverses, non seulement à cause de leurs répercussions sur l'environnement, mais aussi parce que leur aménagement a exigé le déplacement de communautés indiennes mapuche-pehuenche.

Tout porte à penser que l'histoire va se répéter vu que le barrage d'Angostura, de 360 MW, que Colbún prévoit de construire au confluent des fleuves Biobio et Huequecura, comportera un réservoir de 640 hectares dont l'installation entraînera le déplacement de 45 familles. Plusieurs d'entre elles sont mapuche-pehuenche. Le comble, c'est que six de ces familles ont déjà dû déménager pour céder la place au barrage de Pangue.

« Nous demandons au gouvernement de tenir parole, en ce qui concerne la gestion durable des bassins, le respect du patrimoine culturel mapuche-pehuenche et l'absence de barrage sur le territoire mapuche-pehuenche », a indiqué Freddy Pérez, porte-parole du groupe Aguas libres de Quilaco (Eaux libres de Quilaco), qui s'oppose au projet.

Des antécédents malheureux

Pérez et d'autres opposants au projet espèrent que leurs arguments seront entendus par la commission de l'environnement de la huitième région, mais les antécédents font craindre le pire.

Entre 1997 – lorsque le Système d'évaluation de l'impact environnemental (SEIA) est entré en vigueur – et 2007, les autorités chargées de l'environnement ont approuvé 32 des 34 projets hydroélectriques qui leur avaient été présentés, selon le chercheur chilien Manuel José Prieto, doctorant à l'Université de l'Arizona.

Au cours des deux dernières années, cette tendance s'est poursuivie malgré le succès populaire remporté par la campagne « Pour une Patagonie sans barrages ». En octobre dernier, la commission de l'environnement de la quatorzième région, au sud du pays, a voté à la quasi-unanimité en faveur d'un projet controversé situé le long du fleuve San Pedro. La centrale de San Pedro, autre projet de Colbún, comprend une retenue de 56 mètres de hauteur et un réservoir d'une longueur de plus de 12 kilomètres ; elle inondera une superficie de près de 300 hectares.

Entre les principaux opposants au projet figurent l'ancien maire de Panguipulli, Alejandro Koehler. Il est l'une des vingt personnes qui furent expulsées de la réunion de la commission de l'environnement le 21 octobre à Valdivia par une unité anti-émeute des Carabiniers, la police chilienne.

« Tous nos droits ont été bafoués. Ils nous ont blessés. Ils nous ont donné des coups. Cette intervention a été on ne peut plus arbitraire. » Tels sont les propos tenus par Koehler, placé durant huit heures sous surveillance policière. « J'ai été prisonnier politique en 1973. J'ai vécu exilé en Allemagne de longues années. C'est pourquoi j'avais l'impression de me trouver en plein rêve surréaliste en me voyant détenu par un gouvernement démocratique à la conquête duquel nous nous étions battus. »

Trois mois plus tôt, la commission de l'environnement de la dixième région voisine a rendu un jugement encore plus surprenant en autorisant l'implantation d'une centrale hydraulique au cœur du Parc national Puyehue, réserve naturelle la plus visitée du pays. Comment le gouvernement peut-il permettre une telle construction dans un parc censé être protégé par les lois tant nationales qu'internationales ?, se demandent les détracteurs de la décision.

De même, les écologistes restent perplexes devant la décision prise en mars dernier d'approuver un gigantesque projet hydroélectrique que l'entreprise états-unienne AES Gener envisage de réaliser dans le Cajón del Maipo, vallée située au sud de Santiago et très fréquentée par les habitants de la capitale pendant les fins de semaine. Cette centrale de 531 MW captera l'eau de plusieurs affluents du Maipo, importante source d'eau potable pour les près de six millions d'habitants que compte Santiago.

La bureaucratie en cause

Les observateurs soutiennent que le problème est fondamentalement lié aux institutions, que le SEIA n'est pas conçu ni formé pour évaluer et, par conséquent, bloquer les projets potentiellement dommageables.

« Le SEIA est un système qui n'est pas fait pour écarter des projets, ni pour évaluer des propositions de rechange. Il est fait pour aller dans le sens des projets présentés », affirme Prieto. « Il permet aux entreprises d'être en conformité avec la loi et avec les règlements. Faute de planification pour la gestion de l'énergie, de l'eau et du territoire, les projets ne s'inscrivent dans aucun cadre juridique digne de ce nom. Il est ainsi très facile de respecter la loi. »

Selon les critiques, aucune des commissions régionales de l'environnement ne jouit d'une véritable autonomie. Toutes sont dirigées par des gouverneurs régionaux, nommés par la Présidence. Autrement dit, le processus d'approbation peut facilement être sujet aux caprices politiques et économiques des membres de la commission ou de ses supérieurs à Santiago.

Les commissions « n'ont rien d'autonome. Elles font ce qu'on leur dit à La Moneda [2]. C'est tout. Et en plus, La Moneda est cooptée par les grandes entreprises de la capitale », déclare Orrego. « Défier ce bloc formé par le gouvernement, les entreprises et les multinationales relève de l'impossible. »

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3074.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : *Noticias Aliadas*, 13 mai 2009.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 2547 - « CHILI - La résistance du peuple mapuche » .

[2] Le palais présidentiel.